

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/14210]

18 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française, pour ce qui concerne les délégations particulières à l'administration générale de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 87, modifié par les lois spéciales du 8 août 1988 et du 16 juillet 1993 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôles et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 portant création du Ministère de la Communauté française ;

Sur proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. A l'article 4, § 6, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégation de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française – Ministère de la Communauté française, les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ».

§ 2. Au § 7 du même article, les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ».

Art. 2. A l'article 17 du même arrêté, les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ».

Art. 3. A l'article 51 du même arrêté, les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ».

Art. 4. A l'article 58, alinéa 3, du même arrêté, les termes « l'administrateur général dirigeant l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ».

Art. 5. Dans le même arrêté, le titre de la section 3 du Chapitre III est remplacé par le titre suivant : « Section 3. : Délégations particulières à l'Administration générale de l'enseignement pour ce qui concerne les compétences dévolues à la direction générale des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française, à la direction générale des personnels de l'enseignement subventionné et au service général de coordination, de conception et des relations sociales ».

Art. 6. § 1^{er}. A l'article 69, § 1^{er}, du même arrêté, les termes « l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les termes

« l'Administration générale de l'Enseignement ».

Au même article, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par le texte suivant : « Délégation est donnée à l'administrateur général de l'enseignement dans les matières suivantes » ;

2° au point 18°, les termes « l'Administration générale de l'Enseignement et la Recherche scientifique » sont remplacés par les termes « l'Administration générale de l'Enseignement ».

§ 2. L'article 69, § 2, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante : « L'administrateur général de l'Administration de l'enseignement peut déléguer les compétences visées au § 1^{er} au directeur général des personnels de l'enseignement organisé par la Communauté française, au directeur général des personnels de l'enseignement subventionné, au directeur général adjoint du service général de la coordination, conception et des relations sociales ou au directeur général adjoint du service général de gestion des personnels de l'enseignement subventionné, indépendamment de leurs attributions respectives. Ces directeurs généraux et directeurs généraux adjoints peuvent déléguer, indépendamment de leurs attributions respectives, à un agent de rang 12 au moins les compétences visées au § 1^{er}, 5°, 22° et 24° à 31°, à un agent de rang 10 au moins les compétences visées au § 1^{er}, 34° et 35° et à des agents de niveau 1 les compétences visées au § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4°, 6° à 13°, 15°, 17° et 18° ».

Art. 7. Dans le même arrêté, le titre de la section 4 du Chapitre III est remplacé par le titre suivant : « Section 4. : Délégations particulières à l'Administration générale de l'enseignement pour ce qui concerne les compétences dévolues à la direction générale de l'enseignement obligatoire, à la direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique, au service général de l'inspection, au service général de l'enseignement organisé par la Communauté française et au service général du pilotage du système éducatif ».

Art. 8. A l'article 70, § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ».

A l'article 70, § 4, alinéa 2, du même arrêté, les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique » sont remplacés par les termes « l'administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement ».

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 10. Le Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 18 juillet 2018.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,
des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,
I. SIMONIS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/14210]

18 JULI 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, wat betreft de bijzondere delegaties aan het algemeen bestuur Onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 tot oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In artikel 4, § 6, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenarengeneraal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, worden de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek" vervangen door de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs".

§ 2. In § 7 van hetzelfde artikel, worden de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek" vervangen door de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs".

Art. 2. In artikel 17 van hetzelfde besluit, worden de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek" vervangen door de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs".

Art. 3. In artikel 51 van hetzelfde besluit, worden de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek" vervangen door de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs".

Art. 4. In artikel 58, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek" vervangen door de woorden "de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs".

Art. 5. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van afdeling 3 van Hoofdstuk III vervangen door het volgende opschrift: "Afdeling 3. : Bijzondere delegaties aan het Algemeen bestuur Onderwijs wat betreft de bevoegdheden toegewezen aan de algemene directie Personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, de algemene directie Personeel van het gesubsidieerd onderwijs en aan de algemene dienst voor coördinatie, opvatting en maatschappelijke relaties".

Art. 6. § 1. In artikel 69, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden "het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek" vervangen door de woorden "het Algemeen bestuur Onderwijs".

In hetzelfde artikel, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt door de volgende tekst vervangen: "Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal van het onderwijs voor de volgende materies";

2° bij punt 18°, worden de woorden "het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek" vervangen door de woorden "het Algemeen bestuur Onderwijs".

§ 2. Artikel 69, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, wordt door de volgende bepaling vervangen:

“De administrateur-generaal van het Bestuur Onderwijs kan de bevoegdheden bedoeld in § 1 aan de directeur-generaal voor het personeel van het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs, aan de directeur-generaal voor het personeel van het gesubsidieerd onderwijs, aan de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst coördinatie, opvatting en maatschappelijke relaties of aan de adjunct-directeur-generaal van de algemene dienst voor het bestuur van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs delegeren, ongeacht hun respectieve bevoegdheden. Deze directeurs-generaal en adjunct-directeurs-generaal kunnen, ongeacht hun respectieve bevoegdheden, de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 5°, 22° en 24° tot 31°, aan een ambtenaar van minstens rang 12 delegeren, de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 34° en 35°, aan een ambtenaar van minstens rang 10, en de bevoegdheden bedoeld bij § 1, 1°, 2°, 3°, 4°, 6° tot 13°, 15°, 17° en 18°, aan ambtenaren van niveau 1. “.

Art. 7. In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van afdeling 4 van Hoofdstuk III vervangen door het volgende opschrift: “Afdeling 4: Bijzondere delegaties aan het Algemeen bestuur Onderwijs wat betreft de bevoegdheden toegewezen aan de algemene directie Leerplichtonderwijs, aan de algemene directie Niet-verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, aan de algemene inspectiedienst voor het door de Franse Gemeenschap georganiseerd onderwijs en aan de algemene dienst Sturing van het Onderwijsstelsel”.

Art. 8. In artikel 70, § 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

In artikel 70, § 4, tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek” vervangen door de woorden “de administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs”.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 10. De Minister bevoegd voor de ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 2018.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en voor de Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd,

voor Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. SIMONIS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/31979]

19 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2013 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 19 octobre 2017 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de fonctions enseignantes dans les établissements d'enseignement préscolaire, primaire, secondaire ordinaire et spécialisé, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire, secondaire artistique à horaire réduit de la Communauté française, article 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2013 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement;

Vu le « test genre » du 21 décembre 2017 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 février 2018;

Vu le protocole du 23 avril 2018 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité de Secteur IX, du Comité des Services publics provinciaux et locaux, Section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur, donné le 10 juillet 2018;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 24 juillet 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Ministre de l'Éducation et de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 2013 relatif aux modalités de fonctionnement de la Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement, les mots « Commission des titres pour l'accès aux fonctions dans l'enseignement » sont remplacés par les mots « Commission des titres pour l'accès aux fonctions enseignantes ».